40 ans après la Marche Verte

**Croissance économique et développement humain dans les régions du Sud**

**du Maroc**

Il y a maintenant 40 ans que, sous la Haute Conduite de feu Sa Majesté Hassan II, le patriotisme des habitants de nos Régions Sahariennes, la fidélité aux valeurs historiques sacrées de la Nation et la mobilisation de l’ensemble du peuple marocain ont été couronnés par la libération d’une partie du territoire national du joug de l’une des formes les plus rétrogrades de l’histoire de la colonisation en Afrique.

De cette domination coloniale, le Maroc héritait alors des régions longtemps maintenues dans un système traditionnel d’organisation sociale, des rapports économiques dominés par le nomadisme, des rapports sociaux dictés par des valeurs patriarcales et des conditions de vie de la population marquées par une absence quasi-généralisée des infrastructures sociales de base et un niveau de développement humain en deçà de celui des Pays les Moins Développés selon les normes des Nations Unies.

***Réintégration territoriale et insertion socio-économique dans l’espace national***

Le recouvrement de leur liberté a été le stimulant d’une forte et rapide insertion de ces régions dans l’espace national économique, social et politique. Leur participation à la vie démocratique à tous les niveaux du territoire national et l’intensité de leurs échanges commerciaux étendus à leur environnement national et international ont, certes, favorisé la dynamique qui continue de porter cette insertion, au même titre que la montée, devenue prépondérante, des alliances matrimoniales entre les familles qui en sont originaires et celles d’autres régions du Royaume[[1]](#footnote-2).

C’est dans ce contexte qu’après leur intégration dans la mère-patrie, l’insertion économique et sociale des Provinces du Sud dans l’ensemble national a été à l’origine d’une rapide convergence de leur niveau de développement économique et de bien-être social avec celui de l’ensemble du Royaume et, dans plusieurs domaines, avec les plus performantes de ses régions. Il en est résulté, en particulier, une notable amélioration de leur croissance économique et du niveau de vie de leurs habitants illustré, notamment, par l’augmentation constante des dépenses de consommation, la réduction de la pauvreté et des inégalités sociales et, d’une façon générale, le niveau des progrès réalisés en matière de développement humain.

Les séries statistiques disponibles enrichies des données fournies par le Recensement Général de la Population et de l’Habitat de Septembre 2014 et par les résultats préliminaires issus de l’Enquête Nationale sur la Consommation et les Dépenses des Ménages montrent que ces régions se fondent, sans solution de continuité, dans le paysage national économique, social et culturel avec, cependant, des nuances qui expriment le poids de leur spécificité historique.

***Une transition démographique tout en nuances***

La transition démographique s’inscrit, dans ces régions, dans les mêmes tendances qu’elle revêt au niveau national. Elle se distingue, cependant, de cette dernière par des nuances dues, en particulier, à une forte et rapide urbanisation qui, avec des taux de 70% en 2004 et de 77,3% en 2014, a été favorisée par des conditions naturelles et des séquelles sécuritaires ainsi que par le rythme accéléré du développement économique et de l’amélioration des conditions de vie de la population. Les comportements démographiques n’ont pas tardé, dans ces conditions, à se rapprocher de ceux des régions les plus urbanisées du Maroc. Le caractère relativement récent de cette urbanisation n’occulte, cependant, pas les marques culturelles d’une démographie pré-transitionnelle, illustrées par les niveaux relativement plus élevés, d’indicateurs notamment, à titre d’exemple, des taux de croissance de la population, de la fécondité ou encore de l’âge au premier mariage des femmes.

***Une économie régionale émergente***

Au plan économique, les sources sectorielles de création de la richesse dans ces régions n’ont pas, de leur côté, tardé à se rapprocher, en termes de structures, de celles de l’économie nationale avec, cependant, une forte présence de la pêche dans le secteur primaire et un accroissement rapide du poids du secteur secondaire passant de 15% à 22% entre 2004 et 2013. Dans ce cadre, le Produit Intérieur Brut réalise, dans ces régions une croissance annuelle moyenne de 8,9%, largement supérieure à celle de 6,1% qu’il connait au niveau national.

Entre 2004 et 2013, le PIB régional par habitant dépassant celui de Rabat-Salé-Kénitra et se situant en 2ème position après celui de Casablanca-Settat s’est accru de 5,8% par an s’inscrivant ainsi dans une trajectoire qui, à terme, le rapprocherait de celui de Casablanca-Settat où le taux d’accroissement de cet agrégat est de 4,9%.

Cette émergence économique des régions du Sud s’est accompagnée de niveaux remarquables en matière d’amélioration des conditions de vie de la population et d’accumulation du capital humain, réalisant dans ces deux domaines des performances supérieures à la moyenne nationale.

***Un large accès aux services sociaux***

Entre 2004 et 2014, la part des ménages urbains occupant un logement de type villa, appartement ou maison marocaine moderne est passée de 77,2% à 92%. Le parc de logements ayant moins de 20 ans d’âge est occupé par 53,8% des ménages, celui dont l’âge varie entre 20 et 50 ans, par 40,1%. Plus de 9 ménages sur 10 sont raccordés à un réseau public de distribution d’électricité, 93,7% ont accès à l’eau potable, 92,5% recourent aux services de ramassage des déchets ménagers fournis par les communes et 73,3% au réseau public d’égouts pour l’évacuation des eaux usées alors que 15% utilisent, à cet effet, les fosses septiques.

Dans le domaine des ressources humaines, les régions du Sud peuvent se prévaloir d’une réalisation exceptionnellement rapide de la généralisation de l’enseignement. Le taux brut de scolarisation des enfants âgés de 6 à 22 ans, tous niveaux confondus, est passé de 67,4% en 2004 à 81,8% en 2014 contre respectivement 56,1% et 74,9% à l’échelle nationale, dépassant ainsi les performances réalisées, dans ce domaine, par des régions aussi avancées dans ce domaine que celle de Casablanca-Settat avec 79,3% ou de Rabat-Salé-Kénitra avec 78,8%.

***Un capital humain en attente d’une plus grande valorisation***

Dans ce contexte et selon l’approche consacrée par une large pratique internationale, les indicateurs qui mesurent le capital humain sont au nombre de 3. Le 1er de ces indicateurs mesure le nombre moyen d’années d’études de la population âgée de 25 ans et plus. Il a été de 3,4 années en 2004 et de 4,6 années en 2014, dépassant ainsi à cette date la moyenne nationale de 4,4. Le 2ème indicateur exprime la proportion, dans cette même tranche d’âge, des personnes ayant au moins un niveau scolaire équivalent ou supérieur à l’enseignement collégial. Cette proportion est ainsi passée de 23,8% en 2004 à 33,3% en 2014 contre respectivement 23% et 30,4% au niveau national. Quant au 3ème indicateur, il renseigne sur l’espérance de vie scolaire définie comme la moyenne d’années d’études qu’un individu scolarisé espère passer dans le système d’enseignement-formation. Dans les régions du Sud, cette espérance a évolué de 11,4 années en 2004 à 13,5 années en 2014, dépassant le niveau de 12 années observé, à l’échelle nationale, ou encore ceux de 12,7 ou de 12,5 années relevés respectivement dans la région de Casablanca-Settat et celle de Rabat-Salé-Kénitra.

Au même titre que le rythme de croissance de leur PIB par habitant, celui de l’accumulation de leur capital humain - telle que mesurée par les 3 indicateurs sus-mentionnés -, indique que les régions du Sud ont vocation à s’inscrire dans une dynamique en mesure de les porter à terme à la tête des régions les plus avancées du Royaume en matière de croissance économique et de développement humain. Il leur reste cependant à relever le défi d’un chômage quasi-chronique dont les taux enregistrés par les 2 recensements de 2004 et 2014 se maintiennent autour de 24%[[2]](#footnote-3) et dont l’incidence affecte particulièrement, comme au niveau national, la catégorie des jeunes et des détenteurs de diplômes. C’est là une des priorités dont devraient surement se saisir les nouvelles institutions élues dans le cadre de la régionalisation avancée et ce d’autant plus que ces régions, bénéficiant d’une forte et constante solidarité nationale, connaissent une remarquable amélioration des niveaux de vie de leur population, une quasi-éradication de la pauvreté et une réduction sensible des inégalités sociales.

***Une amélioration des niveaux de vie associée à une réduction des disparités sociales***

Il convient à cet égard de souligner que les dépenses de consommation finale par habitant dans ces régions se sont accrues de 6%, entre 2004 et 2013, au lieu de 5,6% à l’échelle nationale, se rapprochant ainsi de leur niveau dans les 2 régions de Casablanca-Settat et de Rabat-Salé-Kénitra. Dans ce cadre, le taux de pauvreté monétaire au seuil national, calculé sur les bases retenues par la Banque Mondiale qui, à 29,4% en 1984, était, dans ces régions, le plus élevé du pays, baisse aujourd’hui, à des niveaux réputés sans signification statistique par les experts. Il en est de même de la pauvreté multidimensionnelle qui, rappelons-le, intègre, selon l’approche dite d’Oxford adoptée par le PNUD, toutes les dimensions du progrès social incluant notamment les conditions de vie et d’habitat du ménage, la scolarisation et la santé. Cette forme de pauvreté a reculé de 18,4% en 2004 à 4,3% en 2014 contre respectivement 27% et 8,1% au niveau national. Concourant à cette réduction de la pauvreté, la baisse du niveau des inégalités sociales, mesurée par l’indice de Gini, a, entre 2001 et 2014, été de 10,5% contre 4,7% à l’échelle nationale.

Plus globalement, il est intéressant de souligner l’évolution qu’a connue, dans ces régions, l’Indice de Développement Humain (IDH) mesuré selon l’approche du PNUD. Avec, 0,348 en 1980, cet indice était de 24,6% inférieur à celui du continent africain et de 4,9% celui de l’Afrique subsaharienne. En 2004, il était de 0,576 avant de passer à 0,643 en 2014, réalisant un taux de progression de 11,6% entre ces deux années et dépassant son niveau à l’échelle nationale pour se rapprocher des performances dans ce domaine des régions de Casablanca-Settat et de Rabat-Salé-Kénitra.

***La solidarité nationale au service de l’intégration régionale : la remarquable œuvre d’une Nation mobilisée derrière son Roi***

Au terme de ces performances, il n’est que de juste de réaffirmer le rôle déterminant de la solidarité nationale dans l’émergence économique et sociale, en un temps aussi relativement court, des régions du Sud. Cet effort exceptionnel a été résolument supporté par l’ensemble du peuple marocain pour leur croissance économique et leur développement humain sous forme d’investissements budgétaires massifs dans les infrastructures économiques et les secteurs sociaux et sous forme de dépenses fiscales au profit des opérateurs économiques dans les secteurs agricole, maritime, touristique et administratifs. A titre d’illustration de la dimension économique de cette solidarité, l’exemple du rapport entre recettes fiscales en pourcentage du PIB national comparé à celui entre ces recettes et le PIB des régions du Sud est suffisamment éloquent. En 2013, ce rapport est, à titre d’exemple, en effet respectivement de 21,8% et de 1,1%.

Y aurait-il plus éloquent exemple du remarquable niveau de sacrifice que peut consentir pour son intégrité territoriale une Nation mobilisée derrière un leadership Royal fort de sa légitimité historique constitutionnelle et populaire.

Aussi, les affects et perceptions de la population dans ces régions tels que recueillis dans le cadre de l’enquête complémentaire réalisée sur l’ensemble du Maroc, au cours du RGPH de septembre 2014, reflètent-ils, dans une certaine mesure, son état d’esprit et ses sentiments.

***Affects et perceptions de la population à l’égard des dimensions du bien-être et de la cohésion sociale dans les régions du Sud***

Près de 83% (contre 80% au niveau national) des personnes âgées de 20 à 59 ans se prévalent d’un bon moral et affichent un sentiment d’optimisme devant la vie. C’est le cas de 85% des actifs occupés, de 87% des inactifs et de 66% des chômeurs.

Près de 72% des personnes âgées de 20 à 59 ans contre 68% au niveau national perçoivent une amélioration de leurs conditions de vie. Ils expriment le point de vue de 90% des « employeurs, cadres supérieurs et responsables hiérarchiques », 65% des « ouvriers non qualifiés » et 54% des chômeurs.

Par ailleurs, 61% de la même catégorie d’âge, contre 59% au niveau national, pensent que les politiques publiques ont amélioré leurs conditions de vie. Cette proportion varie de 75% parmi les « employeurs, cadres supérieurs et responsables hiérarchiques », à 56% parmi les « ouvriers non qualifiés » et à 43% parmi les chômeurs.

71%, contre 66% à l’échelle nationale, considèrent qu’au Maroc les différentes composantes ethniques, religieuses sociales et politiques de la société marocaine vivent en harmonie et leurs rapports ne souffrent pas de tensions particulières.

Enfin, 68% de la même tranche d’âge expriment le souhait de créer leur propre entreprise ou de réaliser un projet personnel. C’est le cas notamment de 92% parmi les « commerçants et intermédiaires financiers », de 88% parmi les « ouvriers et artisans qualifiés » et de 63% parmi les « cadres supérieurs, responsables hiérarchiques et employeurs ».

**Ahmed LAHLIMI ALAMI**

**Haut Commissaire au Plan**

40 ans après la Marche Verte

**Croissance économique et développement humain dans les régions du Sud**

**du Maroc**

------------

# Synthèse de quelques indicateurs de croissance

# économique et de développement humain

# dans les régions du Sud du Maroc[[3]](#footnote-4)

* Taux d’urbanisation : 77,3% contre 60,3% au niveau national ;
* 92% des ménages urbains occupent un logement de type villa, appartement ou maison marocaine moderne contre 62,7%% au niveau national ;
* 93,8% des ménages urbains accèdent à l’électricité contre 91,9% au niveau national;
* 93,7% accèdent à l’eau potable contre 72,9% au niveau national ;
* Taux de croissance annuel du PIB (2004-2013): 8,9% contre 6,1% au niveau national ;
* PIB par habitant s’accroit de 5,8% par an, dépasse celui de Rabat-Salé-Kenitra et se rapproche de celui de Casablanca-Settat;
* Taux de croissance des dépenses de consommation par habitant (2004-2013): 6% contre 5,6% à l’échelle nationale ;
* Taux brut de scolarisation (6-22 ans) : 81,8% contre 74,9% à l’échelle nationale ;
* Nombre moyen d’années d’études de la population âgée de 25 ans et plus : 4,6 années contre 4,4 au niveau national ;
* Taux pauvreté monétaire, approche Banque Mondiale : 3,5% en 2011 contre 6,2% au niveau national ;
* Taux de pauvreté multidimensionnelle, approche dite d’Oxford adoptée par le PNUD : 4,3% en 2014 contre 8,1% au niveau national ;
* Indice de Développement Humain (IDH) mesuré par le PNUD: 0,643 contre 0,612 au niveau national ; avec une progression de 11,6% entre 2004 et 2014 contre 8,4% pour Casablanca-Settat et 9% pour Rabat-Salé-Kenitra.
* Indicateur de solidarité nationale au profit des régions du Sud :
	+ Recettes fiscales par rapport au PIB national : 21,8%
	+ Recettes fiscales par rapport au PIB des régions du Sud : 1,1%
1. "Le Sahara : liens sociaux et enjeux géostratégiques" par Mohamed Cherkaoui, The Bardwell Press, 2007. [↑](#footnote-ref-2)
2. Encore que les chiffres du chômage relevés par les recensements de la population sont toujours et dans tous les pays souvent plus élevés que ceux que donnent les enquêtes sur l’emploi. [↑](#footnote-ref-3)
3. **Sources** : Comptabilité Nationale, RGPH de Septembre 2014, Enquête complémentaire sur les compétences et les perceptions de la population dans le cadre du capital immatériel, Enquête Nationale sur la Consommation et les Dépenses des Ménages, autres enquêtes HCP. [↑](#footnote-ref-4)